

Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran



Janvier 2016 N° 19

Protestations ouvrières et répression d'Etat en Iran en 2015

A l'occasion de la nouvelle année 2016, le personnel d'Iran Echo tient à exprimer, à ses lecteurs ainsi qu'à tous les amis du mouvement syndical à travers le monde, ses plus chaleureuses salutations en leur souhaitant une bonne et heureuse année.

L'année 2015 s'avère très noir pour le mouvement ouvrier d'Iran. Shahrokh Zamani, un des fondateurs du Syndicat des peintres, qui purgeait une peine de prison de 11 ans depuis juin 2011 a été retrouvé mort dans sa cellule. La mort tragique et douteuse de Zamani ne laisse aucun doute sur le manier que régime iranien traite ses prisonniers politiques !

Ali Nedjati syndicaliste actif de la ville de Haft Tappeh, a été arrêté et incarcéré. Ce militant âgé et malade du cœur devrait être sous surveillance médicale permanente. M. Niknejad, M. Bohlouli, M. Behechti-Lagroudi, A. Hachemi, Ali Akbar Baghani, tous enseignants et E. Abdi, secrétaire de l'Association des enseignants iraniens ont été arrêtés et emprisonnés. Rassoul Bodaghi un autre enseignant qui devait être libéré après 6 ans d'incarcération, de nouveau jugé et a été ... (Lire la suite page 5)

Le régime iranien contraint de relâcher le syndicaliste Mahmoud Beheshti Langroodi



Emprisonné depuis le 6 septembre, le porte-parole de l'Association des enseignants iraniens (CCITTA : Conseil de coordination des associations iraniennes d'enseignants et assimilés), avait commencé le 26 novembre une grève de la faim et de la soif. Il entendait notamment obtenir ainsi l'annulation de sa condamnation à 9 ans de prison, ainsi que le droit à un procès public devant un jury et en étant accompagné d'un avocat.

Face aux mobilisations en Iran et dans le monde pour sa libération, le pouvoir a été contraint de le relâcher. Mais cette première victoire est fragile car il ne s'agit que d'une libération conditionnelle. Il est nécessaire de continuer à se mobiliser pour empêcher que Mahmoud soit (Lire la suite page 4)

Dans ce numéro :

Protestations ouvrières et répression d'Etat en Iran...	1
Le régime iranien contraint de relâcher le syndicaliste	1
Un Président iranien à Paris	2
Nouvelle ruse du régime contre les salariés.....	2
Iran: l'économie va souffrir, selon le FMI	3
Press_TV, la machine de propagande des Mollahs....	3
La lettre de Mahmoud Salehi adressée aux.....	7
La mort tragique de syndicaliste Iranien emprisonné...	9
RFI : Le calvaire des réfugiés afghans en Iran!	10
Répression contre des jeunes chômeurs.....	11
La lettre des syndicats français à Ali Khamenei	12
L'ITF et la CSI protestent contre le harcèlement	13
La lettre des syndicats français à M. F. Hollande	14
Les ambitions régionales de la République	16
Les « morts silencieuses » dans les prisons de.....	24



Un Président iranien à Paris



Hassan Rouhani, Président de la République Islamique d'Iran, a été invité en France par François Hollande. Cette visite a lieu à un moment crucial où l'on parle de l'Iran dans tous les « dossiers » diplomatiques concernant le Moyen-orient. La République islamique est en effet engagée sur quatre fronts : la Syrie, l'Iraq, le Liban et le Yémen. Un des porte-paroles d'Hassan Rouhani s'est même vanté, avant de rétropédaler, que la République islamique avait mis la main sur les capitales de trois de ces pays arabes, et que la quatrième (Sana au Yemen) allait bientôt tomber.

Une ruineuse quête de suprématie régionale

La quête de la suprématie régionale, est le rêve commun à la monarchie d'avant 1979 et au régime théocratique l'ayant suivi. Des sommes considérables ont été dépensés pour cela. Le coût pourrait même en être de plusieurs milliards en ce qui concerne la Syrie, car il faut en effet prendre en compte :

- * l'aide militaire et logistique apportée au Hezbollah libanais depuis très longtemps,
- * la ligne de crédit mise à disposition du régime syrien pour ses achats militaires,
- * l'aide économique substantielle apportée au régime de Bachar Al Assad, et indispensable à sa survie. La bureaucratie militaro-militaro-sécuritaire avec ses projets de missiles et autres armements de pointe, qui font de la République islamique une puissance militaire redoutable et redoutée ayant des vassaux dans les quatre coins de la région, dévore les ressources du pays.

Le projet avorté d'acquisition de l'arme nucléaire a coûté, au bas mot, plus de 120 milliards de dollars pendant plus de 15 ans (1), pour finalement être condamné ... *(Lire la suite page 6)*

Nouvelle ruse du régime contre les salariés

« Inciter les patrons » en créant deux salaires minimums. Les jeunes ouvriers devront payer les patrons pour d'être embauchés !

Selon l'alinéa 33 de l'article concernant « le 6ème plan du développement », le salaire des travailleurs ayant moins de 29 ans, sera 25% inférieur au salaire minimum « officiel », et cela pour « inciter les entrepreneurs à les employer ». Cette diminution de salaire des jeunes de moins de 29 ans est une attaque directe contre les revenus des salariés.

Il faut noter que :

1 – En général, les employeurs préfèrent embaucher des jeunes, et pas seulement pour leur puissance physique, mais surtout parce qu'ils coûtent moins cher, en ce qui concerne les charges patronales.

2 – La plupart des contrats sont précaires et en CDD. Et les entrepreneurs, en profitant des largesses de ce nouveau code du travail, remplaceront les travailleurs touchant le salaire minimum par des travailleurs ayant moins de 29 ans ayant les mêmes qualifications.

3 – Par cette mesure, le gouvernement officialise l'existence de deux salaires minimums et rend possible une « concurrence » déloyale. Cette mesure touchera toutes les catégories de salariés : les jeunes, les salariés touchants les salaires minimums, ainsi que les demandeurs d'emploi sont tous menacés.

4 – La diminution de salaire par catégorie est une sorte d'officialisation de salaire bas, 25% en dessous du salaire minimal actuellement en vigueur.

5 – Cet alinéa de la loi est une ruse supplémentaire pour rendre inutile le code du travail actuel, remettre en question le salaire minimum, ainsi que contourner les décisions du « Conseil suprême du travail » concernant le salaire minimum. Les entrepreneurs capitalistes et leur gouvernement essaient de faire croire aux jeunes que la baisse de salaire est une « chance » pour eux ... *(Lire la suite page 4)*

Press TV, la machine de propagande des Mollahs sur la sellette



Décembre 2015: Le Press-TV et l'IRIB (Islamic Republic of Iran Broadcasting) à nouveau épinglés par la Cour de justice Européenne pour avoir diffusé des aveux forcés de prisonniers politiques Iraniens.

La Cour de justice Européenne a rejeté les procédures en appel interjetées par Mohammad Sarafraz, qui est la tête de l'IRIB et celle d' Hamid Reza Emadi, le principal rédacteur en chef de Press TV (en Anglais), qui cherchaient à faire retirer leurs deux chaînes de la liste des sanctions de l'Union Européenne. Les deux hommes avaient déjà été inclus sur cette liste pour leurs violations et leurs atteintes graves aux droits humains.

Selon ce tribunal, les deux hommes ont été déclarés responsables de graves violations des droits de l'homme par le biais de diffusion « d'Aveux » et de « Confessions » forcées de prisonniers politiques Iraniens – généralement extorquées par l'usage de la torture. Du fait de ce jugement Sarafraz et Emadi ne seront plus autorisés à entrer ou séjourner dans les pays de l'Union Européenne. En outre, les juges de cette même Cour ont également déclaré que tous leurs biens et avoirs en Europe resteront gelés.

Après cette déclaration initiale de l'U.E de maintenir des sanctions contre Sarafraz et Emadi, la Cour de justice de l'Union Européenne a accusé les deux dirigeants de cette chaîne de collaborer activement avec les services des forces répressives Iraniennes du Ministère des Renseignements, et d'avoir co-organisé avec ceux-ci, des diffusions filmées « d'Aveux » et de « Confessions » forcées, de journalistes, de militants politiques, d'activistes défenseurs des droits des minorités ethniques, et des droits humains alors détenus dans les prisons Iraniennes. ...*(Lire la suite page 8)*

Iran: l'économie va souffrir, selon le FMI

Le figaro : le 21/12/2015

L'économie de l'Iran va continuer de souffrir jusqu'à la levée des sanctions et la reprise des exportations pétrolières à plein régime, a estimé lundi le Fonds monétaire international dans sa revue annuelle du pays.

« Le fort déclin des prix du pétrole, la situation financière difficile des entreprises et des banques et les retards dans les investissements des particuliers et des entreprises dans l'attente de la levée des sanctions ont sensiblement ralenti l'activité économique » depuis l'an dernier, souligne le FMI.

En conséquence, la croissance devrait passer de 3% en 2014/15 à quasiment autour de zéro (de -0,5 à +0,5%) sur la période 2015-16. L'inflation se situant autour de 14%. « Les perspectives pour 2016-17 sont meilleures en raison de la perspective de levée des sanctions économiques. Une production pétrolière plus importante, des coûts plus faibles pour les transactions commerciales et financières et un accès rétabli aux avoirs à l'étranger devraient porter la croissance du PIB à environ 4,5-5,5% », estime l'institution financière multilatérale.

L'augmentation de la production pétrolière liée à la reprise des exportations devrait soutenir l'ensemble de l'économie et les efforts de rigueur budgétaire des autorités devraient permettre de ramener l'inflation à moins de 10%.

Le FMI conseille toutefois aux autorités iraniennes d'appliquer avec circonspection le récent paquet de mesures de relance et de formaliser des objectifs en terme d'inflation pour la période. 2016-2017.

L'institution se félicite toutefois des mesures annoncées par le gouvernement iranien pour unifier le marché des changes d'ici septembre 2016 et l'encourage à mettre rapidement fin au système à taux multiples et aux restrictions du marché des changes •

(Suite de la page 1) **Le régime iranien contraint de ...**

à nouveau jeté en prison, ainsi que pour obtenir la libération des nombreux syndicalistes toujours incarcérés. Les enseignants M. R. Niknejad, M. Bohlouli, M. Behechti-Lagrouti, A. Hachemi, A. A. Baghani ont été arrêtés et emprisonnés. R. Bodaghi qui devait être libéré après 6 ans d'incarcération, a été de nouveau jugé et condamné à 3 années supplémentaires de prison.

En 2015 les enseignants iraniens ont en effet organisé trois séries de rassemblements dans tout le pays pour obtenir une augmentation des salaires. Les rassemblements enseignants ont eu lieu en janvier, mars, et mai. Ils ont également revendiqué une éducation gratuite pour tous, l'arrêt de la privatisation du système d'éducation.

D'autres professions subissent la répression du régime. Les travailleurs iraniens sont privés de libertés essentielles reconnues dans les normes internationales de l'OIT : droit de faire grève, de manifester, de constituer des syndicats. Accusés d'avoir enfreint ces interdictions, des milliers de salariés sont arrêtés et de nombreux sont emprisonnés.

Mahmoud Salehi, a été condamné une nouvelle fois à 9 ans de prison. Cet emprisonnement met la vie de Mahmoud en danger car il est malade et tenu à un suivi médical permanent suite aux mauvais traitements lors de précédentes incarcérations.

En septembre, Ali Nedjati syndicaliste actif de la ville de Haft Tappeh du sud-ouest de l'Iran, a été arrêté et incarcéré. Ce militant âgé et malade du cœur devrait être sous surveillance médicale permanente.

Le même mois, Shahrokh Zamani, un des fondateurs du Syndicat des peintres, qui purgeait une peine de prison de 11 ans depuis juin 2011, a été retrouvé mort dans sa cellule.

Plus largement, les syndicalistes se battent pour les droits des femmes, ainsi que le respect des libertés démocratiques dont la fin de la peine de mort (1 020 personnes ont été pendues depuis le début 2015).

Une lutte de longue durée est devant nous face à la dictature de l'État théocratique iranien, ainsi que son instrument international de propagande PRESS TV... sur laquelle on trouve notamment une ...>>>

(Suite de la page 2) **Nouvelle ruse du régime...**

en vue de trouver un travail. Mais il est clair que cette décision mettra les jeunes salariés dans une situation encore plus précaire.

6 – Cette décision du gouvernement islamique a pour but de concurrencer les pays à bas salaires comme la Chine et le Bangladesh, et pour « inciter » les investisseurs étrangers.

La répression du mouvement ouvrier et le bradage de la main-d'œuvre bon marché sont deux faces de la même politique du régime qui cherche à libéraliser encore plus l'économie en faillite et en crise de l'Iran.

L'application de cette nouvelle mesure signifie que désormais, les chômeurs de moins de 29 ans, devront verser 25% de leurs salaires comme pot de vin aux patrons pour être embauchés

Il faut barrer la route à l'application de cette mesure qui divise les demandeurs d'emplois en fonction de leur âge. Il faut empêcher l'application de cette mesure et mettre fin à cette division honteuse. Pour cela, les travailleurs de tout âge, de toutes catégories, et quel que soit leur sexe, doivent mener une lutte unifiée et solidaire•

<<< **Le régime iranien contraint de**

...interview plus que complaisante d'un certain Dieudonné.

Le voyage à Paris de Hassan Rouhani, Président du Califat Islamique d'Iran, a été reporté pour la fin janvier 2016 suite aux attentats de novembre. Il ne faudra pas rater cette occasion pour exprimer notre hostilité envers ce régime et ses complices étrangers. Les crimes de la dictature théocratique et anti-ouvrière du régime iranien doivent cesser de passer inaperçus !

La lutte continue,

(Suite de la page 1) **Protestations ouvrières et ...**

condamné à 3 années supplémentaires de prison. Mahmoud Salehi, militant ouvrier a été condamné une nouvelle fois à 9 ans de prison.

Cet emprisonnement met la vie de Mahmoud en danger car il est malade et tenu à un suivi médical permanent suite aux mauvais traitements lors de précédentes incarcérations. La liste est longue des militants victimes de la répression antisyndicale de l'Etat iranien.

En 2015 l'Iran est secoué par des mouvements de grèves sans précédent. Depuis l'accord nucléaire entre le régime islamique et le Groupe 5+1, la société iranienne était dans l'attente « des jours meilleurs » promis par le gouvernement « modéré » d'Hassan Rouhani.

Mais rien ou presque n'a changé dans le quotidien des iraniens. L'inflation se situe aux alentours de 20% (selon les chiffres officiels) et la carence de produits de première nécessité tels que les médicaments, continuent. Et pour cause : la première tranche des avoirs débloquée suite à la ratification des fameux accords a été consacrée au dédouanement des voitures de luxe ! Le scandale a fait un tel bruit que des députés ont abordé le sujet au sein de l'Assemblée islamique. Les politiques néolibérales des précédents gouvernements, y compris et surtout celles du populiste Ahmadinejad, ont continué.

En ce qui concerne le salariat, les fermetures d'usines et autres unités de production continuent sans faiblir. Le mois dernier dans la métallurgie, 1 500 travailleurs de 200 sites de production ont perdu leur emploi suite à des fermetures définitives.

Les licenciements continuent et pour ceux qui travaillent, le non-paiement des salaires, et ce même dans le secteur public, est devenu la règle.

La baisse continue du prix de pétrole touche les recettes du gouvernement, et la part belle faite aux budgets des forces militaires et de sécurité affaiblit considérablement les autres chapitres du budget, d'où un manque de moyens pour les services de santé, de l'éducation etc.

Plus grave encore, le gouvernement cherche à établir un « Smic Jeune » équivalent ...>>>

<<< **Protestations ouvrières et ...**

à 75 % du Smic général pour les moins. A noter que 29 ans embauchés dans le secteur public le Smic n'est déjà appliqué qu'à hauteur de 60 % des salariés

Le patronat a déjà obtenu que les sociétés de moins de 5 salariés ne soient pas concernées par le Code du Travail pour ce qui a trait au salaire et à la couverture sociale.

Face à cette situation a eu lieu une explosion des mouvements de protestations allant des enseignants et infirmières, aux travailleurs de la pétrochimie et du bâtiment. D'après les statistiques fournies par les agences de presse officielles (et NON ceux de l'opposition ou des médias indépendants), il y a bien en Iran un mouvement de protestation, se reflétant sous des formes très variées comme des sit-in, occupations, blocage des routes, manifestations au sein d'usines ou dans les villes, grèves etc., et ce toutes les 5 heures. Parfois ces mouvements sont organisés sur plusieurs lieux du travail.

Les enseignants sont à la pointe des manifestations simultanées organisées dans des dizaines de villes. La réponse du régime islamique est une répression de plus en plus violente. D'après Amnesty International, la situation de droits civiques et de l'Homme n'a été jamais aussi grave dans le pays depuis 20 ans.

Et il y a une « nouveauté » :

* Jusqu'en 2013, les forces de sécurité focalisaient la répression sur les militants revendiquant le droit d'établir des organisations indépendantes de travailleurs. Cela est en effet interdit par la Constitution de la République Islamique, qui n'autorise que les « Conseils du travail islamique ».

* Depuis la fin des années Ahmadinejad, on licencie pour « sabotage économique » et on arrête dorénavant les grévistes actifs, et surtout les travailleurs désignés par leur pairs comme porte-parole du mouvement. Cette pratique était rare auparavant, mais depuis que Rouhani est. ... (Lire la suite page 6)

(Suite de la page 5) **Protestations ouvrières et ...**

au pouvoir, elle est utilisée systématiquement. Les prisons iraniennes se remplissent de militants du mouvement ouvrier. Même quand leurs peines d'emprisonnement arrivent à leur terme, certains, comme par exemple Rassoul Bodaghi, sont rejugés en prison et écotent de nouvelles peines à la volée. Prisons où ils sont systématiquement maltraités, en subissant notamment des tortures morales et physiques. Tous portent les séquelles des « interrogatoires » et des conditions d'emprisonnement, comme par exemple Mahmoud Saléhi ou Réza Shahabi.

Certains sont même morts en prison, comme Shahrokh Zamani il y a 2 mois (voir l'article « Les Morts Silencieuses » dans les prisons de la République Islamique d'Iran.

En outre, les militants arrêtés sont libérés moyennant de lourdes cautions, équivalentes à des années de leurs salaires. Cautions qui mettent en difficulté toute leur famille et amis se portant garants du « comportement » de ces militants en dehors de la prison.

Dans ces combats inégaux, le manque d'une organisation syndicale unifiant tous ces mouvements de protestations se fait sentir de plus en plus en Iran.

De ce point de vue, la libération conditionnelle de l'enseignant de Mahmoud Beheshti Langaroudi, membre du syndicat des enseignants d'Iran, en grève de la faim pendant 19 jours, constitue une victoire pour les militants syndicalistes iraniens.

Ont incontestablement joué un rôle important dans cette reculade du régime islamique :

- les protestations des organisations de travailleurs dans plusieurs pays d'Europe (comme par exemple Solidaires en France), au Canada, en Australie, etc.
- la mobilisation de l'opposition iranienne de gauche et des associations de défense des travailleurs iraniens formées par la diaspora iranienne,

Cela montre une fois de plus l'importance de la solidarité internationale dans des luttes des travailleurs partout dans le monde•

(Suite de la page 2) **Un Président iranien à ...**

au démantèlement selon les termes de l'accord – capitulation de Genève cet été.

Tout cela dans une période de sanctions économiques terribles imposées par les puissances occidentales, et qui ont touché les couches populaires de plein fouet.

Une économie iranienne en profonde récession

Depuis la fin de la guerre Iran-Iraq (1980-1988) les gouvernements iraniens successifs (2) ont appliqué scrupuleusement les recettes néo-libérales. Il ne reste par exemple plus grande chose du secteur public, à part l'exploitation du pétrole. Même la pétrochimie est presque entièrement privatisée et aux mains des ayatollahs et des infâmes « fils des messieurs »(3). Il faut ajouter à cela la corruption endémique, et les sanctions économiques de ces dernières années.

En final l'Iran a été frappé par un chômage massif (plus de 25 %), la fermeture de pans entiers de l'économie, une récession économique et une inflation galopante de plus de 40 %. (4). Parvenue au pouvoir en juin 2013, l'équipe du Président Rouhani, avait promis de résoudre ces problèmes. Il avait même dit qu'un effet positif allait être ressenti par la population au bout de 100 jours ! Mais le miracle ne s'est pas produit. Par contre, en appliquant une politique anti-inflationniste classique, réduisant les dépenses publiques (militaire bien entendu), l'inflation a été ramené autour de 12 %, au prix de la menace d'une récession encore plus profonde.

Les trois économistes les plus en vue du gouvernement (5) sont tous adeptes de l'école de Chicago, néolibéraux patentés et fiers de l'être ! En ce moment ils préconisent une « thérapie de choc » face à la crise et veulent préparer des bases « saines » pour les investissements étrangers. Ils y voient la panacée suprême pour le « sauvetage de l'économie iranienne », avec en ligne de mire le Code du travail, en fait ce qu'il en reste, jugé trop favorable aux travailleurs et pas assez souple ! Vous n'avez pas déjà entendu cela ailleurs ? ...*(Lire la suite page 16)*

La lettre de Mahmoud Salehi adressée aux syndicats français



Chers Amies et Amis syndicalistes français,

Je condamne vivement les attentats terroriste récents en Turquie, au Liban, en Iraq, en Somalie, en France et ailleurs dont ont fait des centaines de victimes innocents. Je présente mes sincères condoléancés à vous et aux familles des victimes de ces crimes barbares. Je souhaite à tous un monde sans oppression.

Je voudrais aussi vous remercier mes chers camarades, pour vos soutiens sans faille au mouvement ouvrier iranien, et en particulier votre lettre collective envoyée récemment aux autorités Françaises. Je suis très reconnaissant de vos efforts.

Le soutien des syndicats français aux travailleurs et aux salariés iraniens, notamment les enseignants et militants ouvriers emprisonnés, démontre une fois de plus, que nous, les travailleurs d'Iran, ne sommes pas seuls dans nos luttes quotidiennes.

La solidarité internationale des mouvements ouvriers dans les différents pays, en particulier les syndicats français, envers des militants ouvriers encourage les travailleurs et renforce leur conviction.

Je vous remercie pour votre soutien et votre solidarité sans limite envers des travailleurs d'Iran.

Vive unité solidaire des travailleurs du monde

Cordialement

Mahmoud Salehi
Novembre 2015

(Suite de la page 15) **Dernières Nouvelles**

Jarrahi est un ouvrier peintre et membre du syndicat des peintres et du Comité Peigiri suivi de création des organisations syndicales indépendantes. Il a été condamné, il y a 5 ans, en compagnie de Shahrokh Zamani, pour avoir milité en faveur des travailleurs.

M. Mohammad Jarrahi a écopé de six ans de prison ferme. Shahrokh Zamani, son compagnon de lutte qui avait écopé de onze ans de prison ferme, a décédé dans la prison pour des raisons non encore élucidées. Jarrahi est aujourd'hui atteint d'un cancer. Il est impératif qu'il reçoive les soins appropriés.

Jarrahi a purgé une grande partie de sa peine, et il ne lui reste que quelques mois avant d'être libéré ; malgré les recommandations de ses médecins, exigeant les soins en dehors de la prison, les autorités judiciaires et pénitentiaires refusent de lui accorder une liberté conditionnelle en vue de se soigner dans un établissement médical adapté.

Il est évident que dans ces conditions, selon les accords internationaux, les autorités pénitentiaires et judiciaires sont responsables de l'aggravation de son état de santé.

Protestation des travailleurs intérimaires du Métro de Téhéran

Depuis que le contrat d'une entreprise d'intérim avec la Régie du Métro de Téhéran a pris fin, le paiement d'une partie des salaires de ses ouvriers, toujours en service au métro de Téhéran, ainsi que leur droit à la sécurité sociale sont suspendus. La Régie du métro qui a pris le relai de la société d'intérim refuse de payer deux mois de salaires et sept mois de diverses primes dues à ces salariés.

A la suite de plusieurs rassemblements, et malgré les promesses faites par la Régie du métro, cette dernière réclame aujourd'hui, qu'elle a versé ses obligations à la société d'intérim, et que ces salariés doivent exiger leurs traitements à celle-ci, alors que ladite société d'intérim dénie la prétention de la Régie du métro. Et les droits de ces salariés restent ainsi bafoués•

Communiqué de SSTI

Exigeons la libération immédiate de M. Mahmoud BEHESHTI-LANGAROODI et d'autres syndicalistes emprisonnés en IRAN!

Mahmoud BEHESHTI-LANGAROODI, un membre du conseil d'administration et porte-parole de l'Association des enseignants iraniens, avait entamé, peu de temps après son arrestation le 6 Septembre 2015 dernier, une grève de la faim qui avait duré six jours pour protester contre son incarcération. Il a déjà été condamné à une peine cinq ans de prison.

Suite à la dégradation de sa santé il a enfin pu bénéficier d'une permission de sortie provisoire de prison dit de « Congé médical » qui a duré du 11 au 17 Octobre 2015. Toutefois, le procureur de Téhéran a rejeté sa demande de prolongation de son « Congé médical » malgré le fait que les conditions d'une mise en libération sous caution aient déjà été approuvées peu de temps auparavant. Il retourne à la prison d'Evin le 17.

A nouveau, depuis le 26 novembre il a commencé une grève de la faim sèche afin d'obtenir ses revendications notamment l'annulation de sa condamnation et ensuite d'avoir un procès publique devant un jury et en compagnie d'un avocat.

La Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran réaffirme sa solidarité avec Mahmoud et fait le nécessaire, pour sa part, de lui apporter le soutien des organisations syndicales travailleurs internationales surtout, les syndicats de profession d'enseignant. Nous exigeons la libération immédiate de Mahmoud et en exprimant notre inquiétude sur la situation de Mahmoud, nous confirmons que son geôlier, la République Islamique d'Iran, est la responsable de la vie et la santé des prisonniers.

Par ailleurs, nous demandons aussi, la libération des autres militants du Syndicat des enseignants emprisonnés comme Farahi-Shandiz, Bodaghi, Bohlouli, Nik Néjad, Abdi, Baghani ainsi que Aliréza Hashemi (secrétaire général du syndicat).

Mobilisons tous pour faire pression sur la République Islamique de respecter ses engagements vis-à-vis des travailleurs iraniens et de libérer immédiatement les syndicalistes emprisonnés, ainsi que tous les prisonniers politiques et d'opinion en Iran. Paris, le 09/12/2015

(Suite de la page 3) **Press TV, la machine de**

En 2013, l'Union Européenne avait déjà publié une déclaration officielle condamnant les agissements douteux des dirigeants de Press TV et de l'IRIB, en raison de leurs implications dans ces diffusions « d'Aveux » et de « Confessions » forcées de militants politiques et des journalistes Iraniens détenus. En 2011 Press-TV avait été poursuivi en Justice par l'OFCOM et continue encore de payer les arriérés d'une amende dont le montant est de £100,000.

Depuis 2009, lorsque le régime Iranien a pris le contrôle de Press TV, le régime des Mollahs a investi plusieurs milliards de Rials pour la chaîne Press TV et il a utilisé tous les canaux et les moyens techniques de cette chaîne pour salir les réputations des opposants du régime et les prisonniers politiques.

Au vu de ces faits il ne fait aucun doute que le principal objectif de la collaboration active entre les services de sécurité Iraniens du Ministère des Renseignements et ceux des chaînes de Télévisions d'Etat comme l'IRIB et Press TV, n'ont pour seul but que de tenter de convaincre l'opinion publique Internationale que tous les activistes politiques et civils en Iran sont des terroristes potentiels. Et que cette vaste campagne de propagande de médias contrôlés directement par l'Etat Iranien ne vise à qu'à présenter une vision déformée et mensongère de la cause des opposants du régime.

Le régime des Mollahs Iraniens développe ces stratégies à travers ses médias, en utilisant ceux-ci, dans la fabrication odieuse d'un récit faux et profondément raciste stigmatisant les opposants politiques et surtout les populations minorités en Iran : les Kurdes, les Arabes, les Baloutchis,... en présentant systématiquement celles-ci comme des populations dangereuses représentant une menace contre son système politique, une ultime tentative de plus de la part de l'actuel gouvernement de Téhéran, pour diaboliser et déshumaniser toujours plus des populations en quête de libertés démocratiques, et ainsi nier leurs voix et leurs droits•

La mort tragique de syndicaliste Iranien emprisonné Shahrokh Zamani dans la prison

Communiqué de la Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran

Nous venons d'apprendre la mort tragique de militant syndicaliste Iranien emprisonné **Shahrokh Zamani** survenue ce Dimanche 13 Septembre dans l'enceinte de la sinistre prison de Gohardahst Rajaei. Selon les premières déclarations d'officiels du régime **Shahrokh Zamani** serait mort « *Soudainement d'un accident vasculaire cérébral* » dans sa cellule.



Bien que les autorités du régime iranien affirment aujourd'hui que **Shahrokh** serait « *Officiellement* » décédé d'un « *Accident vasculaire cérébral* », ses compagnons de cellule ont pourtant déclaré qu'il avait des : « *Bleus et des traces de meurtrissure noires sur tout son corps* » quand ils l'ont découvert. Son corps a ensuite été rapidement transféré dans les locaux des médecins légistes de la prison pour un examen post-mortem. Nous exigeons que les résultats de son autopsie soient mis à la disposition d'experts médicaux et de militants syndicalistes internationaux qui ont une réputation professionnelle irréprochable et une feuille de route cohérente pour tout ce qui relève de la solidarité Internationale, lors d'affaires concernant des militants Syndicaux victimes des violences d'états dans leurs pays respectifs.

La responsabilité de la mort de **Shahrokh**, qu'elle soit due à un accident vasculaire cérébral authentique ou tout autre soi-disant mort « *Naturelle* », se trouve en premier lieu être celle du régime Iranien et celle de ses politiques de persécutions systématiques des militants syndicalistes et de l'opposition de gauche Iranienne. Pour le dire plus simplement: **Shahrokh** et tous les autres militants syndicaux et socialistes Iranien n'ont commis aucun crime hormis de simples faits de syndicalisme et de militantisme pour défendre les droits de leurs camarades travailleurs en Iran. Et de fait ils ne devraient donc pas se retrouver en prison pour cela. Le moindre « accident » qui arrive à l'un d'entre eux en prison relève donc pour nous de la responsabilité même de ce régime dictatorial.

Il avait été arrêté à Tabriz le 4 Juin 2011, sans même avoir pris connaissance des accusations portées contre lui, il avait ensuite été condamné à une peine 11 ans de prison. Au cours de sa deuxième grève de la faim, qui avait duré 50 jours, il avait perdu 24 kilos. Les sbires du régime iranien ont successivement refusé à **Shahrokh** de bénéficier de permissions (Même de courtes durées) pour assister aux funérailles de sa mère et au mariage de sa fille unique qui eurent lieu durant sa détention, alors même que ce genre de permissions sont inscrites et possibles dans les règlements de l'administration pénitentiaire de la « *République Islamique d'Iran* ». Les traitements particulièrement inhumains que les sbires du régime ont fait subir à **Shahrokh** durant sa détention était sans doute due à ses croyances politiques.

Malheureusement **Shahrokh** n'est plus parmi nous. Nous allons cependant les jours prochains, continuer à nous réunir et à nous battre de toutes nos forces pour qu'on se rappelle de tous les combats auxquels **Shahrokh** avait participé. Et en sa mémoire nous déclarons que nous continuerons à nous battre pour faire libérer tous les militants syndicalistes et les prisonniers politiques arbitrairement détenus en Iran.

Nous appelons également tous-tes les militant-es syndicalistes d'Europe solidaires des luttes de nos camarades travailleurs Iranien emprisonnés à se mobiliser très largement et à exiger qu'une commission d'enquête internationale soit mise en place pour faire la vérité sur les circonstances exactes de la mort en détention de **Shahrokh Zamani**, mais aussi à continuer de dénoncer les complicités manifestes pour le régime Iranien des instances dirigeantes de l'**Organisation Internationale du Travail –OIT** qui accepte toujours lors à chacune de ses conférences annuelles à Genève des représentants et de « *Délégations* » de la « *République Islamique d'Iran* » alors que cette Organisation qui est censée défendre les droits des travailleurs dans le monde, connaît pourtant pertinemment les oppressions quotidiennes subies par la classe ouvrière et les population les moins aisées en Iran. Les crimes du régime théocratique, dictature et anti ouvriers du régime Iranien doit cesser d'être impunis !!! Paris : 14 Septembre 2015

RFI : Le calvaire des réfugiés afghans en Iran!

Dans son reportage depuis le camp Sang Sefid, dans la province de Khorasan (nord-est de l'Iran), le journaliste Nil Irani a écrit : « Il n'est pas bon d'être un réfugié afghan en Iran. Ceux qui décident de franchir la frontière pour quitter cette vie sont arrêtés, renvoyés vers leur pays, quand ils ne sont pas battus à mort. D'autres qui veulent rester en Iran acceptent d'aller combattre en Syrie pour protéger le régime de Bachar el-Assad, en échange d'une promesse de résidence permanente en Iran.



Certains parviennent quand même à fuir la République islamique d'Iran pour un monde meilleur (...) Mais les Afghans ne fuient pas l'Iran seulement à cause des conditions dures et inhumaines de leur vie quotidienne. La pression qu'ils subissent pour participer à la guerre en Syrie est aussi l'un des facteurs importants qui les pousse à partir.

Les autorités ne démentent pas l'envoi d'Afghans sur les fronts en Syrie, mais ils le justifient en expliquant que le bataillon des Fatemiyoun du Corps des Gardiens de la Révolution iraniens, qui combat en Syrie pour protéger le régime de Assad, est formé d'Afghans vivant en Iran. Téhéran présente les soldats de ce bataillon comme des chiites afghans qui se sont rendus en Syrie de leur propre chef.

En 2013, deux journalistes afghans résidant en Syrie se sont évadés du pays et ont confirmé la présence d'Afghans résidant en Iran dans la guerre contre les opposants à Bachar el-Assad. Ils ont affirmé que « des milliers d'Afghans participent à la guerre en Syrie et, depuis le début de la guerre dans ce pays, plusieurs dizaines d'entre eux ont trouvé la mort ou ont été blessés ».

Pour Shah Hossein Mortazavi, rédacteur en chef du quotidien *8-Sobh*, « Nombreux sont les Afghans qui sont partis à la guerre, croyant aux promesses des autorités iraniennes. Certains y sont allés dans l'espoir d'obtenir au retour l'autorisation de résider en Iran, d'autres espéraient recevoir des grosses sommes d'argent. D'autres encore en raison de la propagande religieuse iranienne selon laquelle les lieux sacrés des chiites sont en danger. »

Mohammad Akbarzadeh a passé son enfance en Iran. Il y a huit ans, il a passé la frontière turco-iranienne pour se rendre en Europe. Vivant aujourd'hui en France, il affirme que jusqu'à présent, entre 1 500 à 3 000 Afghans ont été envoyés en Syrie, et que plus de 200 entre eux y ont trouvé la mort et des centaines d'autres ont été blessés ou détenus. Selon M. Akbarzadeh, les Afghans ne bénéficient que d'une formation militaire de deux semaines en Iran avant leur envoi sur les champs de bataille en Syrie.

Nombreux sont les députés afghans qui ont protesté contre l'envoi de leurs compatriotes résidant en Iran pour faire la guerre en Syrie. Pour eux, l'Iran se sert de la pauvreté de ces réfugiés afghans. L'année dernière, les députés afghans ont demandé au gouvernement de Kaboul de s'occuper sérieusement de cette affaire et de mettre fin à ce genre d'abus. Mais « nous n'avons pas de statistiques officielles à ce sujet.

On sait que des Afghans participent à cette guerre, mais officiellement on n'a rien là-dessus », a assuré Rouhollah Hashemi, conseiller aux affaires internationales du ministère afghan de la Migration. Bien qu'il n'existe pas de statistiques ni de déclarations officielles, il semblerait, selon des témoignages, que cette pratique s'applique à tous les Afghans qui veulent rester en Iran coûte que coûte•

Répression contre des jeunes chômeurs



Les agents répressifs de la République Islamique d'Iran ont tiré sur de jeunes demandeurs d'emploi à Behbahan, en ont tué un, blessé deux et arrêté de nombreux autres.

Le mardi 15 décembre, les agents de police ont attaqué une assemblée de jeunes demandeurs d'emploi à coups de balles et de gaz lacrymogènes devant la raffinerie de gaz Bid-Boland 2 au village de Shahrooyé à Behbahan. Suite à cette attaque, Morteza Faraj-Nia, un homme marié, a été tué, deux autres ont été blessés et de nombreux autres ont été arrêtés. Selon les témoins, de nombreuses personnes ont tenté de transporter Morteza Faraj-Nia à l'hôpital. Mais les policiers de la République Islamique ont les empêché en tirant vers ceux qui essayaient d'aider Morteza.

C'est ainsi que Morteza est mort d'avoir perdu trop de sang. Un autre manifestant, Ebrahim Shahrooyé, s'est fait tirer dessus et a été blessé aux reins. Plus tard, des rapports ont indiqué que le pancréas et la colonne vertébrale ont aussi pu être touchés et qu'il ne peut plus bouger la partie inférieure de son corps. Morteza Faraj-Nia avait 40 ans et était le père d'une fille de huit ans.

Il faut aussi mentionner que le 15 décembre, trois jeunes demandeurs d'emploi, Hamid Shahrooyé, Afshin Shahrooyé et Darioush Shahrooyé, ont été arrêtés et transférés de Behbahan à la prison Karoon d'Ahvaz.

Il faut ajouter que les agents répressifs du régime ont refusé pendant trois jours le corps de Morteza à sa famille et ont demandé à la population de ne pas diffuser la nouvelle ou d'en parler et qu'ainsi ceux qui ont été arrêtés seraient libérés. Suite aux protestations populaires, le corps de Morteza a été rendu à sa famille et le 19 décembre d'immenses funérailles ont été organisées. 7000 personnes de Behbahan et des villages environnants ont participé aux funérailles. Une banderole indiquait « Un père a perdu sa vie pour avoir du pain ».

Funérailles de Morteza Faraj-Nia, 19 décembre.

Les habitants du village de Shahrooyé ont élaboré les revendications suivantes :

- Les assassins de Morteza et les agents qui ont tiré sur la population doivent être jugés ;
- Démission du gouverneur et du procureur de district de Behbahan ;
- Libération immédiate et inconditionnelle de ceux qui ont été arrêtés ;
- Un dédommagement doit être payé à la famille de Morteza Faraj-Nia. Sa famille a besoin du soutien grandissant de chacun.

La Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran demande à tous les syndicats et à toutes les organisations humanistes de soutenir les protestations et les revendications des habitants de Shahrooyé, Behbahan et des jeunes demandeurs d'emploi de ce village. Nous attendons aussi que les crimes des agents répressifs de la République Islamique soient condamnés par tous les syndicats et toutes les organisations humanistes du globe•

La lettre des syndicats français à Ali Khamenei, Guide suprême de la République islamique d'Iran



Adressée à
 Guide suprême de la République islamique d'Iran
 Ayatollah Sayed Ali Khamenei
 Téhéran
 République islamique d'Iran
 Paris, le 8 Juillet 2015

Monsieur le Guide suprême,

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA, s'adressent à vous afin d'attirer votre attention sur la situation de Monsieur Esmail Abdi, membre de l'Association Professionnelle des Enseignants Iraniens. Il a été arrêté le 27 Juin 2015 alors qu'il tentait d'obtenir un visa pour participer au 7^{ème} Congrès de l'Internationale de l'Éducation à Ottawa, au Canada du 21 au 26 Juillet 2015.

Nous considérons que l'arrestation de M. Abdi est un nouvel exemple de l'action des autorités de votre pays pour réduire au silence les militants syndicaux. En plus d'une peine avec sursis de 10 ans prononcée en raison de ses activités syndicales, des rapports révèlent également que M. Abdi a été victime de pression et de harcèlement de la part du ministère du Renseignement pour démissionner de son poste.

L'incarcération de M. Abdi intervient après des rassemblements dans tout le pays cette année pour protester contre des bas salaires qui maintiennent la majorité des enseignants en dessous du seuil de pauvreté.

Cinq autres syndicalistes enseignants sont toujours détenus : Ali Akbar Baghani, Rasoul Bodaghi, Mahmoud Bagheri (tous les trois membres du conseil d'administration de l'Association des enseignants de Téhéran), Alireza Hashemi et Alireza Ghanbari.

Les organisations syndicales françaises demandent la libération immédiate de tous ces syndicalistes. Elles demandent également, que le droit de voyager au Canada de M. Esmail Abdi soit rétabli afin qu'il puisse participer au Congrès de l'Internationale de l'Éducation.

CFDT : Philippe Réau preau@cfdt.fr + 33 6 48 36 03 93
 CGT : Ozlem Yildirim o.yildirim@cgt.fr + 33 1 55 82 82 83
 FSU : Michelle Olivier michelle.olivier@snuipp.fr + 33 6 15 62 15 10
 Solidaires : Alain Baron contact@solidaires.org + 33 1 58 39 30 20
 UNSA : Emilie Trigo emilie.trigo@unsa.org + 33 6 21 40 16 50

P.S. : Copie à :
 Hassan Rohani (président de la république) ;
 Sadegh Larijani (chef de la magistrature) ;
 Ambassade de la Rép. Islamique d'Iran à Paris

L'ITF et la CSI protestent contre le harcèlement des militants syndicaux en Iran

L'ITF et la CSI protestent contre le harcèlement des militants syndicaux en Iran



Les Secrétaires généraux de l'ITF et de la Confédération syndicale internationale (CSI) ont adressé une lettre commune à l'Ayatollah Khamenei pour protester contre le harcèlement incessant des militants syndicaux en Iran.

Les Secrétaires généraux de l'ITF et de la Confédération syndicale internationale (CSI) ont adressé une lettre commune à l'Ayatollah Khamenei pour protester contre le harcèlement incessant des militants syndicaux en Iran.

Les récentes arrestations et incarcérations de Davood Razavi et Ebrahim Madadi, ainsi que de Mahmoud Salehi et d'Osman Ismaili du « Coordinating Committee to Help Form Workers' Organizations » (Comité de coordination pour la création d'organisations de travailleurs), constituent les dernières manifestations en date du harcèlement incessant dont sont victimes les militants syndicaux en Iran.

Dans leur lettre, Steve Cotton et Sharan Burrow déclarent : « *Nous estimons qu'il est inconcevable que ces hommes soient une nouve*

e fois la cible de persécutions alors qu'ils ne font qu'exercer leur droit légal et légitime à mener des activités syndicales. Dans le cas d'Ebrahim Madadi, sa dernière incarcération n'est que le nouvel épisode d'une longue et honteuse campagne de persécution qui ressemble de plus en plus à une tentative déterminée et malveillante de le faire souffrir. »

«... *Nous vous demandons donc d'enquêter sur les circonstances qui entourent ces dernières arrestations et d'intervenir pour y remédier. »*

L'ITF et la CSI ont lancé une campagne mondiale appelant à la justice et exercent des

07/05/2015

Libérer tous les travailleurs emprisonnés!

La lettre des syndicats français à M. François. Hollande, Président de la république et à M. Laurent Fabius, Ministère des Affaires Etrangère



Paris, le 9 novembre 2015
à Monsieur le Président de la République
à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre,

A l'occasion de la visite en France le 16 novembre de Monsieur Hassan Rohani, Président de La République Islamique d'Iran, nous souhaitons attirer particulièrement votre attention sur la situation de Mahmood Saléhi. Ce syndicaliste et militant de longue date des droits des travailleurs iraniens, ayant déjà subi plusieurs arrestations et périodes d'emprisonnement, a été condamné à 9 ans de prison. Son seul "crime" est d'avoir voulu exercer son activité syndicale conformément au droit international régi par les Conventions fondamentales de l'OIT dont le droit syndical fait partie.

Mahmood Saléhi doit se présenter à la prison de sa ville de Saghez (en Kurdistan Iranien) avant la fin du mois de novembre. Il souffre d'insuffisance rénale sévère et est sous dialyse. S'il est emprisonné sa vie sera mise très clairement en danger. Il avait été invité en mars 2013 par les syndicats français, et M. Valls lui-même avait autorisé la prolongation de son séjour en France.

Le cas de Mahmood Saléhi n'est malheureusement pas isolé. Des nouvelles très inquiétantes nous parviennent régulièrement d'Iran. De nombreux syndicalistes sont harcelés, arrêtés, licenciés et emprisonnés. Leurs conditions de détention sont déplorables.

Shahrokh Zamazi, ouvrier du bâtiment et militant des droits civiques et syndicaux, est ainsi mort en prison dans des conditions plus que douteuses. La responsabilité du gouvernement iranien dans ce cas ne fait aucun doute, vues la fragilité de sa santé et la brutalité de ses geôliers qu'il avait lui-même dénoncée dans une lettre.

D'autres militants ouvriers sont emprisonnés : c'est notamment le cas d'Ebrahim Zadeh, Akhavan, Bagheri, Jarahi, ainsi que de nombreux travailleurs grévistes. Ils ont tous été licenciés, emprisonnés, et accusés de « sabotage économique ».

Ali Néjati a été emprisonné pendant un mois et a été inculpé pour "activité contre le régime et relations avec des agents étrangers". Il vient d'être libéré moyennant le paiement d'une caution de plus de 25 000 € (l'équivalent de 164 fois le salaire mensuel minimum iranien). Jafar Azim-Zadeh, du Syndicat Libre des Travailleurs en Iran vient lui d'être condamné à 6 ans de prison.

Des enseignants sont arrêtés et emprisonnés. Certains, sont de nouveau « jugés » en prison et condamnés à de lourdes peines. En ce moment, de nombreux militants du Syndicat des enseignants sont emprisonnés comme Farahi-Shandiz, Bodaghi, Beheshti-Langaroodi, Bohlouli, Nik Néjad, Abdi, Baghani ainsi que Aliréza Hashemi (secrétaire général du syndicat). Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive. Nous tenons à votre disposition un dossier complet à ce sujet... (*Lire la suite page suivante*)

(Suite de la page précédente) **La lettre des syndicats français à M. François. Hollande, Président de la ...**

Pour l'heure, il y a urgence en ce qui concerne Mahmood Saléhi, si nous ne voulons pas avoir à déplorer son décès en prison comme cela a été malheureusement le cas pour Shahrokh Zamani.

Nous sommes persuadés qu'il est en votre pouvoir d'agir auprès de Monsieur Hassan Rohani :

Pour arracher Mahmood Saléhi à une mort certaine,

Pour contribuer à ce que les Conventions fondamentales que doivent respecter les pays membres de l'OIT soient effectives dans la République islamique d'Iran.

Veillez croire, Monsieur le Président et Monsieur le Ministre, en notre profond respect.

Pour la CFDT : Laurent, Berger, Secrétaire Général



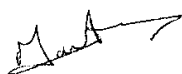
Pour la CFE-CGC : Christophe Lefevre, Secrétaire Confédéral Exécutif CFE-CGC en charge de l'International



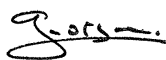
Pour la CFTC, Philippe Louis, Président



Pour la CGT : Philippe Martinez, Secrétaire Général



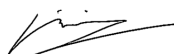
Pour la FSU : Bernadette Groison, Secrétaire Générale



Pour l'Union syndicale Solidaires : Eric Beynel et Cécile Gondard Lalanne, co-délégué-es généraux



Pour l'UNSA : Luc Berille, Secrétaire général



Les ambitions régionales de la République Islamique d'Iran

L'accord sur le dossier du programme nucléaire iranien conclu à Vienne le 14 juillet dernier par la République islamique d'Iran et le groupe des 5+1 (cinq états membres du conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne) signe le nouveau statut de la monarchie au Moyen-Orient.



Cet accord voulu par le Guide de la Révolution Ali Khameneï, premier personnage de la République islamique et par la Maison-Blanche s'inscrit dans la suite logique du texte signé en avril dernier à Lausanne. Historique et prévisible, cet accord est l'aboutissement de deux années de négociations et met fin à plus de 12 ans de crises sur le nucléaire iranien.

Dans le marasme profond que traverse le Moyen-Orient, Téhéran et Washington ont fait le choix du compromis. Le rapprochement s'est d'abord opéré en Afghanistan contre les Taliban puis en Irak à la chute de Saddam Hussein. Enfin, la décomposition et la partition de fait des États irakien et yéménite, la perte de contrôle du régime d'Assad sur la majeure partie du territoire syrien et l'émergence de Daesh ont accéléré ce processus. Cela d'autant plus que l'impérialisme étatsunien et la République islamique ont désormais un ennemi commun : l'État Islamique. Alors que la monarchie saoudienne et la Turquie d'Erdogan ont fait le jeu de Daesh, le régime de Téhéran fait figure de nouvel allié et de puissance régionale incontournable pour la Maison Blanche. Par cet accord, l'administration étatsunienne entend intégrer davantage la République islamique à son dispositif régional, mais cela ne va pas sans contradiction, comme l'indique l'hostilité de l'État colonialiste d'Israël, celle des monarchies réactionnaires du golfe ou le retour en force de la puissance impérialiste russe.

Enfin, l'accord de Vienne permet aux puissances impérialistes de brider et de contrôler le programme nucléaire de Téhéran. Les inspecteurs de l'AIEA auront accès aux sites nucléaires et à certains sites militaires. Téhéran devra réduire le nombre de centrifugeuses (de plus de 19 000 à 5 000) et diminuer fortement son stock d'uranium enrichi. L'enrichissement d'uranium sera limité à 3,67 % pendant quinze ans et sur le seul site de Natanz.

Accord historique, intérêts communs et bouleversements régional

Ce compromis historique, le premier depuis 1979, est le produit des bouleversements accélérés qui frappent le Moyen-Orient.

Le chaos régional actuel signe la fin de la longue période historique ouverte par le dépeçage de l'empire Ottoman à la fin de la première guerre mondiale. En effet, les puissances impérialistes française et britannique ont, dans la foulée de la fin de la première guerre mondiale et des accords Sykes-Picot (1916), créés des états aux frontières artificielles sur les décombres de l'empire Ottoman. Les grandes puissances ont pris le soin de mettre au pouvoir, dans chacun des états créés, des forces minoritaires et inféodées aux impérialismes. Ainsi, les droits des peuples et des minorités nationales et religieuses ont été bafoués au profit des intérêts des grandes puissances qui n'ont eu de cesse de soutenir les régimes dictatoriaux de la région.

Aujourd'hui, avec la montée en puissance de l'Etat Islamique et de la province autonome Kurde (au nord de l'Irak) auxquels il convient d'ajouter la décomposition des états yéménite, irakien et syrien, une reformation en germe des frontières du Moyen-Orient est en cours. D'une certaine manière, ces projets politiques et « nationaux » sont tous réactionnaires. Ils témoignent d'un repli politique sur le plus petit dénominateur commun, à savoir l'identité religieuse et/ou ethnique. ... (Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **Les ambitions régionales de la République Islamique d'Iran**

Ainsi par son projet et sa pratique, Daesh entend constituer une entité politique « homogène » et « nettoyée » de ses minorités. Il s'agit d'une « purification » sur des bases religieuses, ethniques et profondément réactionnaires. Cette politique « d'homogénéisation » n'est pas le seul fait de l'Etat Islamique. Il en va de même de la politique saoudienne à l'égard des populations chiites qui vivent dans les zones riches en ressources naturelles du royaume.

Quant au gouvernement Turque d'Erdogan, il mène une lutte criminelle contre le peuple kurde afin d'empêcher la création d'un Etat Kurde qui modifierai la géographie politique de la région. De même, la Turquie refuse toute situation qui mènerait à la création d'une entité autonome des kurdes de Syrie. Cela explique pour une grande part sa complaisance et son soutien à l'égard de l'Etat Islamique.

Plus globalement, cette politique d'Ankara s'inscrit dans lignée historique de la politique de l'Etat Turque. A savoir la négation du droit des minorités et l'existence politique et culturelle même de ces minorités. Les attentats de Suroç et d'Ankara sont un coup portés contre le peuple kurde et plus largement contre les courants d'oppositions démocratiques et de gauches en Turquie. Ils constituent les fruits pourris, directes et indirectes de la politique de l'Etat Turque.

Enfin, dans ce panorama régional chaotique il convient de ne pas négliger l'instabilité croissante du Liban et des pétromonarchies du golfe ainsi que la fragilité chronique du royaume jordanien. De manière générale, les dynamiques à l'œuvre ne sont maîtrisées par aucun des protagonistes régionaux et internationaux et nul ne peut en prévoir les développements.

Ces bouleversements majeurs sont la conséquence directe des interventions impérialistes qui se sont succédés depuis 1991, de l'offensive néolibérale des dernières décennies qui a sapé les bases des pouvoirs en places et réduit leurs marges de manœuvres clientélistes. A ces éléments il convient d'ajouter la corruption des élites dirigeantes, le caractère dictatorial des États de la région et les soulèvements populaires au Maghreb et au Moyen-Orient. Tout cela a contribué à remettre en cause les « équilibres » passés. Ce d'autant plus que l'impérialisme étatsunien a réorienté son dispositif militaire vers l'Asie du sud-est et contre la Chine qui occupe désormais un rôle central dans les documents stratégiques américains. En effet, à Washington, la Chine est considérée comme un danger, surtout sur le long terme. D'ailleurs, les tensions diplomatiques et les manœuvres d'intimidations militaires ne cessent de se multiplier entre les deux grandes puissances, notamment en mer de Chine. Ce changement stratégique s'est accompagné d'un certain désengagement de l'impérialisme étatsunien au Moyen-Orient.

Plus globalement, le chaos régional prolongé témoigne de l'incapacité des puissances impérialistes (Etats-Unis, Union Européenne, Russie) à stabiliser le Moyen-Orient. La crise du système capitaliste et la montée des contradictions inter-impérialistes sont les facteurs premiers de cette situation.

Dans ce contexte, les puissances régionales que sont la Turquie, le Royaume Saoudien, Israël ou la République Islamique ont vu leurs autonomies et leurs marges de manœuvres se renforcer.

Le désengagement relatif de l'impérialisme étatsunien et l'impasse sur le terrain militaire ont laissé le champ libre à l'intervention impérialiste de la Russie en Syrie. L'intervention aérienne de Moscou a pour but de sauvegarder le régime sanguinaire de Bachar El Assad, de défendre les intérêts géopolitiques de la Russie et de lui conserver son unique port en méditerranée, le port stratégique de Tartous en Syrie. Elle intervient à un moment où le régime d'Assad se trouve en grand danger. Dans un premier temps, cette intervention permet la survie politique d'Assad. Elle permet également à Poutine de reprendre pied dans la région et de renouer des liens importants avec les gouvernements irakien et égyptien. Dans un premier temps, cette intervention permet la survie politique d'Assad. ...*(Lire la suite page suivante)*

(Suite de la page précédente) **Les ambitions régionales de la République Islamique d'Iran**

Elle permet également à Poutine de reprendre pied dans la région et de renouer des liens importants avec les gouvernements irakien et égyptien.

Enfin, il faut noter la collaboration sur le plan du renseignement ainsi que les manœuvres aériennes conjointes entre la Russie et l'Etat colonialiste d'Israël. Ce dernier élément indique à quel point se fourvoient celles et ceux qui à gauche osent prétendre encore que le régime d'Assad ferait parti d'un supposé camp anti-impérialiste ou anti-sioniste. Aujourd'hui, comme hier, le pouvoir syrien n'a jamais été anti-impérialiste ou pro-palestinien.

L'intervention impérialiste Russe est massive et coordonnée avec la République Islamique d'Iran qui a dégagé au sol des moyens humains importants. Ceux-ci s'élèvent à plus de 5000 miliciens, de conseillés et de militaires. Ainsi, le régime des Mollahs a déployé en Syrie des forces issues des unités d'élites des gardiens de la révolution, elle a organisé des milices à partir d'Afghan exilés en Iran notamment. Ces Afghans, particulièrement racisés par la République Islamique constituent la chair à canon du régime de Téhéran. A ces forces il faut ajouter l'intervention du Hezbollah libanais qui participe à la guerre contre le peuple syrien et contre ses aspirations légitimes à la liberté et la justice sociale.

La mollahrchie victorieuse ?

C'est dans ce contexte particulièrement incertain que sont intervenus les accords sur le programme nucléaire iranien. Ils prévoient le maintien des sanctions relatives aux missiles balistiques et aux importations d'armes offensives. D'autre part, le transfert de matériels sensibles pouvant contribuer au programme balistique iranien sera interdit pendant huit ans. La vente ou le transfert de certaines armes lourdes de et vers l'Iran resteront proscrits pendant cinq ans.

Par contre, Téhéran obtient la levée progressive des sanctions adoptées par l'Union Européenne et les États-Unis visant les secteurs de la finance, de l'énergie et du transport. La mollahrchie pourra disposer des avoirs de l'État iranien estimés à 150 milliards de dollars et bloqués aux États-Unis depuis 1979. Enfin, la République islamique, qui pourra vendre ses hydrocarbures sans limitation, entend profiter de son « retour en grâce » pour ouvrir son marché intérieur aux multinationales déjà sur les rangs. Les visites des dirigeants et industriels européens à Téhéran ou le déplacement du président iranien Rohani en France en novembre prochain annoncent un rapprochement qui dépasse le cadre de l'accord sur le dossier nucléaire.

Bien sûr, la levée des sanctions iniques qui ont frappé les peuples d'Iran est une bonne chose. En effet, les sanctions pèsent fortement sur les conditions de vie des peuples d'Iran et sur l'économie du pays. Ils alimentent le chômage de masse, l'hyper inflation et les pénuries. Elles ont conduit à l'explosion du marché noir largement contrôlé par les Gardiens de la Révolution dont la direction s'est considérablement enrichie.

Sur le plan interne le régime présente ces accords comme une victoire. En effet, la mollahrchie a toujours justifié les difficultés économiques et sociales du pays par le poids des sanctions et l'hostilité des grandes puissances. Bien sûr, cette « explication » évite de remettre en cause la politique économique et sociale de la théocratie iranienne.

Une politique au service des plus riches, des dignitaires du pays, de leur famille et des Gardiens de la Révolution. Avec un chômage massif, notamment dans la jeunesse, des records d'inflations, une baisse importante des recettes pétrolières dû à l'obsolescence des infrastructures et à un effondrement des prix sur le marché mondial et l'absence de libertés démocratiques (notamment syndicales) les peuples d'Iran subissent de plein fouet la politique injuste et dictatorial du régime et sont d'autres part les premières victimes des sanctions impérialistes. ...*(Lire la suite page suivante)*

(Suite de la page précédente) **Les ambitions régionales de la République Islamique d'Iran**

L'accord sur le nucléaire peut ouvrir de nouveaux espaces à celles et ceux qui veulent en finir avec la mollaharchie. En effet, le régime aura plus de mal à justifier ses échecs et sa corruption par la politique des grandes puissances. Les revendications sociales et démocratiques chercheront à s'exprimer davantage, ce d'autant plus que durant plusieurs décennies, le régime a dépensé en pure perte des centaines de milliards de dollars pour son programme nucléaire.

Consciente du danger, la République Islamique s'est engagée, depuis la signature de l'accord de Vienne, dans un nouveau cycle de répression contre les militants du mouvement ouvrier notamment, afin d'étouffer toute velléité de contestation. La mort récente sous les tortures dans les geôles de la mollaharchie du dirigeant syndical Shahrokh Zamani et l'arrestation de nombreux leaders syndicaux témoignent de ce durcissement répressif. Les militants ouvriers, les syndicalistes enseignants et les militants kurdes ou ceux pour l'égalité des droits paient un lourd tribut. Le régime des mollahs qui aujourd'hui fait figure d'allié pour les grandes puissances impérialistes reste le pouvoir théocratique, réactionnaire et dictatorial qu'il a toujours été.

La politique régionale de la République Islamique d'Iran

Plus globalement, la levée des sanctions et l'accès aux avoirs bloqués redonneront au régime de Téhéran des marges de manœuvres pour mener sa politique clientéliste et renforcer sa présence dans la région. Ainsi, la mollaharchie pourra augmenter encore l'aide matérielle et humaine apporté au gouvernement irakien et aux milices chiites qui, sous couvert de lutte contre Daesh, mènent une guerre « sectaire » contre les populations sunnites.

La politique sectaire menée par le pouvoir de Bagdad, soutenu pour la République Islamique, a largement favorisé l'enracinement de l'Etat Islamique. Celui-ci puise sa force dans le délitement de la société irakienne et l'exclusion des populations sunnites par les gouvernements irakien. Gouvernements soutenus par les Etats-Unis et la République Islamique d'Iran.

En miroir de la politique saoudienne, Téhéran va poursuivre son action déstabilisatrice au Yémen et à Bahreïn. En effet, la politique régionale de la République Islamique d'Iran s'inscrit dans une guerre indirecte contre la monarchie ultra réactionnaire des Saoud. Téhéran et Ryad sont les principaux soutiens des courants réactionnaires de l'islam politique et favorisent les logiques d'affrontements sectaires et inter religieux qui mettent la région à feu et à sang.

Derrière ces antagonismes se cachent une lutte d'influence et d'intérêts entre les deux théocraties réactionnaires qui « mobilisent » les populations sur la base de leurs identités religieuses et/ou ethniques. Cette guerre par forces interposées est un désastre pour la région et pour les populations. Elle ne sert que les intérêts étatiques et capitalistiques des Etats théocratiques que sont l'Arabie Saoudite et la République Islamique d'Iran. Ainsi, au Yémen, l'intervention criminelle menée par le royaume saoudien et ses alliés participe de cet affrontement qui ravage la région.

Cet engrenage tragique fait l'affaire des grandes puissances. En effet, les Etats de la région se sont engagés dans une nouvelle course à l'armement dont l'issue ne peut être que la continuation de la guerre. Le grand bénéficiaire est l'industrie de l'armement qui se voit ainsi offrir des perspectives de profits considérables. A ce titre, le déplacement du premier ministre français dans les monarchies du golfe et en Arabie Saoudite et la dizaine de milliard de dollars de commande, notamment en terme de moyens militaires, témoignent parfaitement de cette politique cynique menée par les grandes puissances.

Enfin, le régime de Téhéran pourra également accroître son soutien à la dictature de Damas et au Hezbollah libanais qui combattent sauvagement le peuple syrien. En effet, du point de vue de Téhéran, le soutien saoudien aux forces intégristes sunnites....(Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **Les ambitions régionales de la République Islamique d'Iran**

en Syrie constitue une menace inacceptable. La République Islamique refuse la chute du régime d'Assad car cela constituerait un revers majeur pour son influence régionale. En effet, la Syrie est « le pont » stratégique directe entre en Téhéran et le Hezbollah libanais.

D'autre part, derrière la chute du pouvoir de Damas pourrait se profiler un affaiblissement, voir un effondrement du gouvernement irakien. Or, cela reviendrait pour la République Islamique d'Iran à une sorte d'encerclement par l'Arabie Saoudite. Afin de comprendre cela, il ne faut pas négliger les ambitions régionales de le mollaharchie. Celles-ci sont largement exprimées par les médias et la presse proche des gardiens de la révolution et des secteurs les plus nationalistes de la théocratie iranienne

En effet, les affirmations selon lesquelles Téhéran contrôlerait trois capitales arabes, à savoir Bagdad, Beyrouth et Damas sont courantes dans la bouche des dignitaires iraniens. Cela indique l'importance qu'accorde la République Islamique d'Iran aux conflits régionaux en cours.

Echec des interventions impérialistes

Bien sûr, l'échec de la campagne de bombardement contre Daesh menée par les Etats-Unis et leur « coalition internationale » et le rapprochement avec Téhéran ouvrent une nouvelle configuration. En effet, il est désormais probable que le régime des mollahs, la Russie et les puissances occidentales se mettent d'accord pour sauver le régime syrien. En effet, il faut noter que l'intervention Russe ne pouvait avoir lieu sans un certain « laissé faire » de la Maison Blanche. L'administration Obama cherche à obtenir une solution politique basée sur le maintien du régime Assad mais avec un départ de Bachar Al Assad à moyen terme. En soit cela ne constitue pas un point de désaccord avec Moscou. L'intervention Russe permet de sauver le pouvoir de Damas tout en éliminant les composantes politiques démocratiques et révolutionnaires encore actives en Syrie.

A n'en pas douter, le revirement de François Hollande qui a engagé la France dans le bombardement des positions de Daesh en Syrie ou les interventions impérialistes de Moscou et de Washington ne font qu'enfoncer davantage la région dans le chaos. Les interventions impérialistes n'ont fait qu'accentuer le désastre humanitaire et renforcer l'adhésion de certaines populations à l'Etat Islamique. Les scénarios impérialistes n'empêcheront pas la décomposition et la partition de la Syrie et de l'Irak.

Pour la liberté, l'égalité et la justice sociale

En Iran comme dans toute la région, les aspirations à la liberté, l'égalité et la justice sociale, sont fortes. Ces aspirations légitimes se heurtent à la contre révolution menée par les grandes puissances, les différents gouvernements de la région et ce qu'ils soient « laïques » comme en Syrie ou en Egypte ou qu'ils représentent une des multiples tendances de l'islam politique, toutes autant réactionnaires, comme en Arabie Saoudite, en Turquie ou en Iran.

Les peuples saisiront toutes les possibilités pour mettre fin aux injustices et aux régimes théocratiques et dictatoriaux du Moyen-Orient. Les mobilisations sociales et démocratiques récentes en Irak et au Liban montrent que les peuples de la région ne sont pas résignés. Nous devons les soutenir dans leur lutte pour se débarrasser des ingérences impérialistes et des pouvoirs tyranniques qui les oppriment et des différents courants de l'islam politique.

Face au chaos et aux partitions basées sur les identités ethniques et religieuses, les forces progressistes et socialistes doivent opposer une perspective de classe, démocratique, laïque, internationaliste et fédéraliste, fondée sur l'égalité des droits entre les peuples et le partage des richesses •

(Suite de la page 6) [Un Président iranien à Paris](#)

Une polarisation sociale extrême

Le revenu pétrolier iranien pendant les 8 années de présidence d'Ahmadinéjad (2005 à 2013) a dépassé 800 milliards de dollars, soit plus que le total des 50 dernières années (en dollar constant) ! Et pourtant, selon les chiffres officiels, plus de 40 % de la population iranienne vit en dessous du seuil de pauvreté ! La grande majorité des revenus du pétrole ont été accaparés par la bureaucratie militaro-sécuritaire (6) et les premiers cercles qui gravitent autour du Guide Suprême. (7)

Une partie du reste a été utilisée par d'autres secteurs de la bourgeoisie rentière et ses complices du « secteur privé » qui, tout en se plaignant de la pression monstrueuse des Pasdarans, participent au pillage économique dans un milieu gangrené par une corruption systémique (8) et basé sur des spéculations diverses et variées : immobilier, change de devises, pierres précieuses, importation massive de produits bon marché, marché parallèle. L'appareil productif est laissé à l'abandon, devenu vétuste, même dans secteur de l'extraction du pétrole.

Un système de répression performant

La seule « modernité » concerne le domaine de la répression. Les forces de sécurité innovent dans les méthodes d'écrasement de l'opposition, et des mouvements de protestations. Face aux grèves dans tous les secteurs de l'économie, et un vrai mouvement de masse parmi les ouvriers, les enseignants, les infirmières etc... le pouvoir utilise des méthodes complexes de harcèlement, d'emprisonnement de courte durée, de libération sous de lourdes cautions. Il n'hésite pas à laisser mourir des activistes en prison, comme par exemple Shahrokh Zamani le mois dernier.

La nouveauté avec Rouhani c'est le licenciement systématique des porte-paroles des grévistes et leur arrestation pour « crime de sabotage économique ». Ce type de répression, face au mouvement montant des grèves, a été utilisé très partiellement pendant la dernière année d'Ahmadinéjad mais elle est systématisée avec Rouhani, « le modéré » adoré du défunt patron de Total, Monsieur Margerie.

Dans le domaine de droits de l'Homme, outre la répression des activistes, Hassan Rouhani est devenu champion de la peine de mort : depuis le début 2015, on vient de dépasser les 2000 exécutions de condamnés politiques et surtout de droits communs. Vous avez dit « modération » ?

« Business is business »

Certes les deux présidents vont parler de la situation au Moyen-Orient, et en particulier de la Syrie, mais les positions diplomatiques de deux pays sont à l'opposé, que cela concerne la Syrie, le Liban, le Yémen ou le conflit israélo-palestinien. Et ce n'est pas avec ce voyage qu'on peut s'attendre à un quelconque rapprochement des positions.

Le but essentiel reste en fait les relations économiques. C'est dans ce cadre qu'Hollande a invité son homologue iranien. La République islamique a un besoin urgent d'investissements : la récupération de ses avoirs bloqués à l'étranger ne suffit pas à combler le manque de capitaux nécessaires au redémarrage de l'économie iranienne.

Mais les investissements français sont loin derrière ceux des Chinois, des Coréens, des Russes, des Allemands et même des Italiens. Les positions rigides de la diplomatie française au cours des négociations sur le nucléaire (où la France était le porte parole de l'axe Tel Aviv - Ryad) ont laissé un goût amer dans certains milieux iraniens. Rouhani veut en profiter pour négocier des contrats juteux et mettre en concurrence le patronat français, ...

(Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **Un Président iranien à Paris**

avec d'autres capitalistes européens, surtout depuis que Khamenei, le Guide, a décrété, la semaine dernière qu'il est interdit d'importer des produits finis américains.

On peut compter sur le talent commercial de François Hollande, meilleur vendeur de Rafale. Et tant pis pour les droits civiques et politiques bafoués, les acquis sociaux menacés, la condition des femmes et des peuples kurdes, azéris, arabes et autres. Comme dit le vieil adage : dans les affaires d'argent, il n'y a pas de place pour les sentiments.

Notes :

1. D'après des sources provenant de clans rivaux au sein du pouvoir.
2. Tous les présidents iraniens qui se sont succédés depuis 1989 ont appliqué la même politique économique, de Rafsandjani à Rouhani en passant par Khatami et surtout Ahmadinéjad (champion des privatisations et de la corruption (et félicité à deux reprises par FMI à l'époque par DSK !)
3. Les « fils des messieurs » est l'expression utilisée par la rue iranienne pour désigner l'oligarchie des 1% de la population qui détient tous les leviers du pouvoir économique et politique en Iran).
4. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG>
5. Les économistes les plus en vue du régime sont Tayeb Nia (diplômé de la LSE de Londres) et ministre de l'Economie, le D^r Tabibian (diplômé de Duke University) et le D^r Ghaninéjad (diplômé de la Sorbonne).
6. Cette bureaucratie militaro-sécuritaire est essentiellement constituée par le corps des Gardiens de la révolution islamique (Pasdarans) et sa constellation opaque de sociétés très actives dans le domaine économique et ne payant pas d'impôts. Voir « L'empire économique des pasdarans » par Behrouz Arefi & Behrouz Farahany (février 2010) <http://www.monde-diplomatique.fr/2010/02/AREFI/18792>
7. Bien que non-élu, le Guide suprême est la plus haute autorité politique et religieuse du pays.
8. Depuis l'élection d'Hassan Rouhani et les règlements de compte entre sa faction et celle de l'ancien président, quatre des vice-présidents d'Ahmadinéjad sont poursuivies pour corruption active. Deux d'entre eux, Rahimi et Baghail ont écopé de peines de prison ferme de plusieurs années vu l'immensité des sommes dérobées. En « représailles » le fils de l'ancien président Rafsandjani, un champion des commissions occultes, très connu dans les milieux d'affaires londoniens, a été emprisonné à son tour pour les mêmes motifs ! Dans le pays des vertus islamiques c'est la corruption qui règne !



Dernières Nouvelles**Un syndicaliste emprisonné en grève de la faim en Iran**

Behnam Ebrahimzadeh, syndicaliste emprisonné à Gohardacht près de Téhéran, et figure bien connue du monde ouvrier en Iran, a décidé d'entamer une grève de la faim en soutien au prisonnier politique Arjang Davoudi et Afchine Baymani qui sont eux-mêmes en grève de la faim depuis 21 jours.

Il s'est mis en grève de la faim par solidarité et obtenir leur retour en section politique, car ils ont été placés avec des droits communs, pour les mettre sous pression et tenter de les briser. Ils sont dans un état grave et privés de soins.

Vague de protestations dans les complexes privatisés de l'industrie de Pétrochimie.

Le 3 décembre 2016, plus de mille travailleurs des complexes privatisés de Pétrochimie de la « zone franche » du port de « Mahshahr » dans le sud d'Iran (Bandar Emem, Bou Ali Sina, Amir Kabir, Tongooyan, Arvand, Fajr Khozestan, Maroun, Razi) ont protesté contre l'ambiguïté de leur statut. A la fin de la protestation, les 35 représentants des manifestants se sont réunis devant le siège gouvernemental de la région à Mahshahr, avant de se disperser à la suite des promesses exprimés par les autorités.

Les manifestants revendiquent les mêmes statuts en matière d'embauche et de la retraite, conformément à ceux de la compagnie nationale de la pétrochimie qu'ils avaient avant la privatisation de leurs complexes. Six milles travailleurs sont concernés par cette situation.

Le même jour, un rassemblement similaire, avec les mêmes revendications, s'est tenu à Ispahan par les travailleurs du complexe de Pétrochimie de cette ville. En plus de l'ambiguïté du statut de l'embauche et de la retraite, ces travailleurs protestent contre l'agissement de l'actionnaire principale de ce complexe. Ce dernier étant débiteur envers les banques et l'organisme de Sécurité Sociale, a récemment refusé de payer les avantages et les primes de ses salariés.

Grèves et protestations des mineurs de charbon

Pour protester contre le non-paiement de deux mois de leurs salaires, les mineurs des mines de charbon « Pabda Sud » se sont mis en grève depuis le 2 décembre 2016 en se rassemblant devant l'entrée des tunnels. Les travailleurs en grève de « Pabda Sud » font partie des mineurs des mines de charbon située dans la région de « Kouhban » de province de Kerman, plus de mille, qui sont tous concernés par le problème de non-paiement de salaire.

Pour exiger leurs un an de salaires impayés, les mineurs d'une mine située dans le nord est de « Aram Ramian » près de « ShahRood », se sont rassemblés devant le siège gouvernemental à « Ramian » le 3 décembre 2016. C'est ainsi le non-paiement des charges de sécurité sociale par leur patron a entraîné la suspension de leur droit à la sécurité sociale.

Un rassemblement similaire s'est tenu par les mineurs d'une mine de charbon située au nord-est de « Gheshlagh AzadShahr » le 2 décembre 2016, pour le non-paiement de onze mois de salaires et la suspension du droit à la sécurité sociale.

Les remerciements de Mohammad Jarrahi à ceux qui l'ont soutenu

Mohammad Jarrahi, ouvrier prisonnier politique, détenu dans la prison de Tabriz et privé de congés depuis 5 ans, a remercié, dans un communiqué, ceux qui ont soutenu lui-même ainsi que tous les prisonniers politiques.

(Lire la suite page 4)

Les « morts silencieuses » dans les prisons de la République Islamique d'Iran

Les « morts silencieuses » dans les prisons de la République Islamique d'Iran

Chaque fois que la mort suspecte d'un prisonnier est annoncée en Iran la question de la sécurité physique des emprisonnés remonte à la surface. On en parle un certain temps, mais elle est aussitôt oubliée. Et cela dure depuis trente-cinq ans.

En plus de la terreur exercée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, les exécutions de dizaines milliers de personnes pour des motifs politique, ethnique, ou religieux durant ces années de despotisme du régime islamique, beaucoup de prisonniers ont trouvé la mort dans les prisons iraniennes dans des conditions très suspectes. Nous en publions ci-dessous une liste non exhaustive, en raison de la censure et par manque d'informations. Il s'agit des « morts silencieuses ».

Cette liste est le fruit des recherches du « Centre de Défense des Droits de l'Homme » effectué par Madiar Sami-néjad sur la période de 1983 à août 2014. Parmi ces victimes, on a pu constater des traces de la torture sur leurs corps. Pour obtenir ces informations, le chercheur a eu accès aux archives de médias, à des témoignages de familles, à des déclarations d'avocats et parfois à des documents du pouvoir judiciaire du régime.

Selon les militants de droits de l'Homme, les responsables du régime ne publient rien concernant les morts de prisonniers, et ne donnent aucune explication sur la cause de ces morts.

Dans ce rapport, on peut lire :

* Les noms de 42 prisonniers politiques qui ont trouvé la mort à la suite de torture avérée comme : **Sattar BEHESHTI, Afshin OSSANLOU, Mansour RADPOUR, Hoda SABER, Mohsen DORAGHCHI, Ahmad Néjati KARGAR, Mohammad KAMRANI, Ramine AGHAZADEH et Mme Zahr KAZEMI.**

* Les noms de **43 prisonniers** morts dans des conditions suspectes avec la date de leur mort dont :

- **Mohammad KAMRANIFAR**, âgé de 18 ans qui a succombé à la prison Kahrizak suite à des tortures sauvages ;

- **Mahrami MAHRAMI**, le plus âgé de ces victimes, qui a trouvé la mort en prison de Yazd, après 10 ans de prison. Il était de la confession Bahai ;

- **Saïd EMAMI**, l'un des hauts fonctionnaires du Ministère de l'Information, et qui avait été cité comme l'un des responsables des assassinats en série des intellectuels en 1997-98. Après la dénonciation de ces assassinats, il avait été arrêté. Mais, un peu plus tard Mohammad Niyazi, le « procureur des forces armées, a annoncé sa mort dans la prison d'EVIN, suite à la consommation de « produits hygiéniques ». Plus tard un film sur l'aveu de sa femme qui avait subi la torture et une agression sexuelle a été diffusé sur les réseaux sociaux.

* On trouve parmi les prisonniers décédés en prison, un certain nombre de gens qui avaient été arrêtés uniquement à la suite d'une manifestation, ou parce qu'ils figuraient sur des photos de protestations, ou pour avoir publié sur un blog internet ou encore écrit des lettres aux dirigeants du régime. Dans certains cas, les responsables des prisons ont donné comme raison de la mort, le « suicide » ou la mort « naturelle ».

- **Ali Akbar SIRDJANI** https://en.wikipedia.org/wiki/Ali-Akbar_Sa'idi_Sirjani, écrivain et chercheur qui avait écrit et publié plusieurs lettres critiques à l'ayatollah Khomeini. En novembre 1994 les responsables de la sécurité ont annoncé sa mort en prison pour le motif d' « arrêt cardiaque ».

- **Mohammad RADJABI-SANI**, arrêté à la suite d'un affrontement sur la voie publique. Après son incarcération à la prison de Ghezel-Hessar (Karadj), la prison a annoncé sa mort à la suite d'une « attaque cérébrale ». ...
(Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **Les « morts silencieuses » dans les prisons de la République Islamique...**

- **Zahra KAZEMI**, https://fr.wikipedia.org/wiki/Zahra_Kazemi journaliste-photographe canadienne d'origine iranienne, 54 ans qui était allée en Iran pour faire un reportage lors des contestations estudiantines en 2003. Elle a été arrêtée devant la prison d'Evin au nord de la capitale en compagnie des familles de prisonniers politiques. Elle a succombé en raison de mauvais traitements. Le responsable de sa mort, un certain juge Saïd Mortazavi, a eu même de la promotion.
- **Akbar MOHAMMADI**, https://fr.wikipedia.org/wiki/Akbar_Mohammadi, étudiant de 27 ans, qui avait été arrêté lors des manifestations étudiante de 1999. Il avait été condamné à la peine capitale, mais la condamnation avait été cassée. En 2006, après avoir subi 7 ans de prison, les geôliers ont déclaré sans aucune explication qu'il était décédé de « mort naturelle » !!!
- **Zahra BANI-YAGHOUB**, https://en.wikipedia.org/wiki/Zahra_Bani_Yaghoub, 27 ans, médecin et étudiante de la faculté des sciences médicales de Téhéran a été arrêtée en compagnie d'un jeune par Brigade des mœurs et avait été conduite à la prison de cet organisme à Hamadan. Sa mort a été annoncée 48 heures plus tard sans aucun détail.
- **Ebrahim LOTFOLLAHI**, 27 ans, étudiant en droit et originaire du Kurdistan a été arrêté lors des examens le 27 décembre 2007 à Sanandadj par les agents des renseignements. 19 jours plus tard, sa famille était à son enterrement au cimetière de la ville !
- **Omid Reza SAYAFI**, blogueur de 28 ans, a été condamné à deux ans et demi d'emprisonnement par la 15ème section du tribunal révolutionnaire de Téhéran pour « propagande contre régime », et « insulte envers les ayatollahs Khomeiny et Khamenei ». Le 18 mars 2009, sa mort à la prison d'Evin a été annoncée.
- **Akbar MOHAMMADI** a été arrêté lors des mobilisations étudiantes de l'été 1999 et condamné à 15 ans de peine. En prison, il a entamé une grève de la faim pour protester contre le manque des soins médicaux. Il est décédé étrangement le 30 juillet 2006. Ses amis ont rapporté qu'ils avaient entendu ses cris sous la torture.
- **Valiollah FEYZ-MAHDAVI**, condamné à mort en raison de ces « liens » avec les « Moudjahidine du peuple » avait entamé une grève de la faim pour atteinte à ses droits. Il a été déclaré mort en septembre 2006 sans qu'on ne donne aucune explication.
- **Abdorreza DJABARI**, également « lié » à la même organisation, avait été blessé lors de son arrestation. Après avoir été traîné pendant 7 ans dans les différentes prisons, de Dizel-Abad (Kermanshah) à Evin en passant par la prison Redjayi-Shahr, il a été déclaré mort dans cette dernière prison en novembre 2009.
- **Amir-Hossein HESHMAT- SARAN** https://en.wikipedia.org/wiki/Amir_Hossein_Heshmat_Saran, secrétaire général du « Front d'union nationale » a été arrêté en 2003 et condamné à 8 ans de prison. En mars 2009 il est tombé dans le coma à la suite de mauvais traitements des geôliers. Il a été transféré menotté à l'hôpital Rédjayi (Karadj). Il est décédé 48 heures plus tard, le 7 mars 2009.
- **Omid Reza MIR-SAYAFI** https://en.wikipedia.org/wiki/Omid_Reza_Mir_Sayafi, blogueur de 28 ans arrêté en mars 2009, pour ses activités dans le domaine artistique et musical. Les agents du régime l'ont accusé d'avoir insulté Khomeiny et Khamenei. Sa mort a été annoncée fin mars 2009. Les activistes des droits de l'Homme en Iran ont signalé « les pressions psychologique » et le manque des soins médicaux » comme causes de sa mort. Son nom avait été cité aussi dans un rapport des Reporters sans frontières. Son frère avait déclaré avoir vu les traces de torture sur son corps, lors de son enterrement....
(Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **Les « morts silencieuses » dans les prisons de la République Islamique...**

- **Amir Djavadi FAR**, 25 ans, étudiant en management à l'Université Libre de Ghazvin, arrêté le 9 juillet 2009 lors des événements ayant suivi l'élection, a trouvé la mort à la suite de la torture subie. La direction de la prison a dit qu'il était mort d'une méningite.
- **Mohammad KAMRANI**, étudiant, arrêté lors des manifestations de 2000, a trouvé la mort à la suite des tortures subies. Comme d'habitude, le régime a annoncé qu'il est mort de « mort naturelle » alors qu'il n'avait que 18 ans !!!
- **Mohsen ROUHOLAMINI** <http://www.theguardian.com/world/2009/jul/26/iran-political-prisoners-mohsen-rouholamini>, a été arrêté le 9 juillet 2009 par les agents « civils » des renseignements, et conduit au centre de détention de la police près de la place Enghelab. Le lendemain, il a été transféré à la terrible prison de Kahrizak (au sud de Téhéran) en compagnie d'autres prisonniers. Hossein Alaï, un ancien commandant des « Pasdarans » (Gardiens de la révolution) a cité le père de victime : « Mon fils a été sauvagement mutilé lors de l'arrestation. Quand j'ai vu son cadavre, j'ai constaté qu'ils ont fracturé sa bouche. » Le père de Mohsen, un des conseiller de Mohsen Rezaï (candidat à l'élection présidentielle) a déclaré : « A l'aide des responsables du gouvernement Islamique, j'ai pu étudier le dossier de mon fils. Le lieu de sa mort était rendu illisible. Il semble qu'après blessure, il n'ait pas reçu les soins adéquats et qu'en raison de forte fièvre, il a attrapé la méningite. Il avait été transféré à l'hôpital incognito, et le lendemain son cadavre avait été transféré à la morgue ».
- **Ramin AGHAZADEH-GHAHREMANI**, faisait partie des jeunes arrêtés à la suite des contestations des résultats des élections de 2009. Alors que les signes de maltraitance et de torture étaient visibles sur son corps, il a été libéré 15 jours plus tard. Mais il est mort 2 jours après sa « libération » à la suite d'une embolie pulmonaire.
- **Hoda SABER** <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-13741374>, militant du « mouvement des religieux nationalistes », journaliste et prisonnier politique, avait entamé une grève de la faim en signe de protestation contre la mort plus que suspecte de **Mme Halé Sahabi** en prison. Il a reçu de nombreux coups en présence d'une soixantaine de prisonniers. Il est décédé à en raison d'une hémorragie interne.
- **Mohsen DOKMECHI**, a succombé en prison en avril 2011. Il souffrait d'un cancer qui n'a pas été soigné en prison. Madame Maryam Alanguï, son épouse, a déclaré à la BBC que son mari avait besoin de chimiothérapie et qu'il n'en a pas eu.
- **Hashem RAMEZANI** et **Kaveh AZIZPOUR**, deux prisonniers kurdes ont trouvé la mort après leur arrestation. Aucune information n'a été donnée aux familles concernées.
- **Hassan NAHID**, ingénieur des télécommunications, avait été arrêté sous l'accusation d'avoir divulgué des documents classifiés comme secrets. Il est mort en prison, faute de traitement médical.
- Selon Amnesty Internationale, en mars 2010, et à la suite d'accrochages entre des prisonniers et des gardiens de la prison Ghezelhessar (Karadj), 14 prisonniers ont trouvé la mort.
- En aout 2010, **Nasser KHANI-ZADEH**, prisonnier politique kurde est mort dans la prison d'Urmia. Il avait été condamné à 18 mois de prison !
- En juin 2012, la prison de Rédjaji Shahr (Karadj) a été encore la scène d'agressions violentes envers des prisonniers. **Mansour RADPOUR** (condamné à 8 ans de prison), est décédé à la suite de maladies dues à son emprisonnement.
- En juin 2012, La prison de Rédjaji Shahr, a annoncé la mort de Seyed Mohammad **Mehdi Zalieh NAGHSHBANDIAN**, prisonnier kurde ayant passé plus de 20 ans dans les prisons de la République Islamique. ... (Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **Les « morts silencieuses » dans les prisons de la République Islamique...**

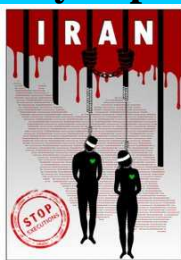
- En avril 2013, **Alireza KARAMI KHEYRABADI**, condamné à perpétuité, est mort selon la direction de la prison des suites d'une méningite. Apparemment, cette maladie est très courante dans les prisons iraniennes !
- En juin 2013, **Afshin OSSANLOU**, ouvrier et frère de l'ancien syndicaliste Mansour Ossanlou (réfugié à l'étranger), est mort soi-disant à la suite de l'infarctus, toujours à la prison de Rédjayi Shahr. Auparavant Il avait été opéré dans le passé à la suite des tortures et mauvais traitement.
- En aout 2013, **Payam ESLAMI**, prisonnier de droit commun s'est pendu à la prison de Rédjayi Shahr après avoir supporté des « traitement punitifs ».
- En aout 2013, **Saïd KAMALI**, qui faisait les travaux de maintenance, est mort d'électrocution à la prison de Zahedan (province du Baloutchistan).
- En mars 2014, Le prisonnier baloutche **Ali NAROUYI** est décédé à la prison d'Urmia. Il avait des signes de torture sur le corps.
- En aout 2014, **Mostafa NOSRATI**, prisonnier politique, a trouvé la mort à la prison de Bandar-Abbas (sud de l'Iran), à la suite d'une fracture de la hanche et d'une hémorragie interne.
- En aout 2014, à la suite d'un incendie à la prison de Shar-e-Kord (près d'Ispahan) , au moins **13 prisonniers** ont trouvé la mort.
- En septembre 2014, le corps sans vie de **Bahram TASVIRI-KHIABANI** a été découvert dans sa cellule à la prison Rédjayi Shahr. Prisonnier de droit commun, il avait auparavant témoigné sur la torture et le viol dans cette prison (Le vidéo existe).
- En novembre 2014, **Amin POUR-MOHSEN**, prisonnier de droit commun, est mort dans des conditions suspectes et inexplicables à la prison de Shiraz (Sud de l'Iran).
- En mai 2015, un jeune prisonnier, **Abdolvahed GOMSHADZEHI**, est mort à la prison de Zahedan en raison de manque de soins.
- En juin 2015, **Anvar LADJAVARDI** qui purgeait les derniers jours de sa peine a trouvé la mort. Le directeur prison a parlé d'un arrêt cardiaque.
- En septembre 2015, **Shahrokh ZAMANI**, leader socialiste, et syndicaliste, est mort à la prison de Rédjayi Shahr. Il avait eu un entretien avec sa famille à la veille de sa mort et avait passé la nuit avec ses amis. Le lendemain, il avait été vu avec un visage tuméfié au retour de sa « pause en plein air ». La prison, a annoncé qu'il aurait été victime d'une « crise cardiaque » soudaine ! La demande d'autopsie, initialement refusée, aurait été finalement effectuée sous la pression de sa famille. Il est nécessaire de faire pression sur le régime pour qu'il accepte enfin qu'une commission d'enquête internationale se rende en Iran pour observer la situation des prisonniers, et surtout, étudier le cas particulier de **Shahrokh ZAMANI**. Cet « exécution silencieuse, n'est ni la première, ni la dernière de cette liste macabre.

Il faut agir pour empêcher que le régime islamique liquide, en silence, les autres prisonniers, en premier lieu, les prisonniers politiques et d'opinion. Les dirigeants iraniens sont responsables de l'intégrité physique des prisonniers, tous les prisonniers•

République iranienne de pendaison

Montée sans précédente de nombre d'exécution

Terroriser la population, seul moyen pour le régime à sortir de sa crise



Iran : plus de 1082 pendaisons pour l'année 2015

En Iran, l'année 2016 commence comme s'est terminée l'année 2016. Pour la seule année 2015, on rapporte plus de 1082 exécutions par pendaison en Iran dont des dizaines femmes et enfants. Le chiffre paraît hallucinant. Les mollahs en Iran ont accéléré le nombre de pendaisons. Avec la visite à Téhéran d'une délégation parlementaire qui n'a pas cillé sur les violations des droits humains dans ce pays, pourtant condamnées pour la 62e fois par l'ONU, ils ont repris les exécutions collectives. Pas une ligne dans les médias occidentaux. Les mollahs lisent ce silence comme un feu vert.

Selon le régime iranien la plupart auraient été condamnées pour des trafics de drogues. Mais des organisations soulignent que plusieurs exécutions au moins ont concerné des militants des droits de l'Homme. Ces chiffres sont mis en lumière par les organisations de la société civile

L'Iran est l'un des pays où se déroulent le plus grand nombre d'exécutions dans le monde, et le régime vient de battre un nouveau record dans sa violence effrénée en exécutant au moins 81 personnes en 10 jours, et souvent pendaisons publiques.

L'Iran se classe deuxième derrière la Chine pour le nombre d'exécutions menées chaque année. Les autorités iraniennes ne fournissent aucune statistique concernant le nombre d'exécutions annuelles, ni aucune information sur les personnes condamnées à mort. Il semble qu'elles dissimulent délibérément les informations sur l'ampleur des exécutions •

Exécutions rapportées en Iran	
En 2015	1082
En 2014	849
En 2013	891
En 2012	574
En 2011	684
En 2010	818

Je désire être informé-e des initiatives de *Solidarité avec les Travailleurs en Iran* (SSTI)

Je décide d'être affilié-e à SSTI

Prénom et nom (organisation) _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

Renvoyer à: *Solidarités Socialiste avec les Travailleurs en Iran*

Adresse : S.S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

<http://www.iran-echo.com>

E-mail: sstiran@yahoo.fr